

SOMMAIRE

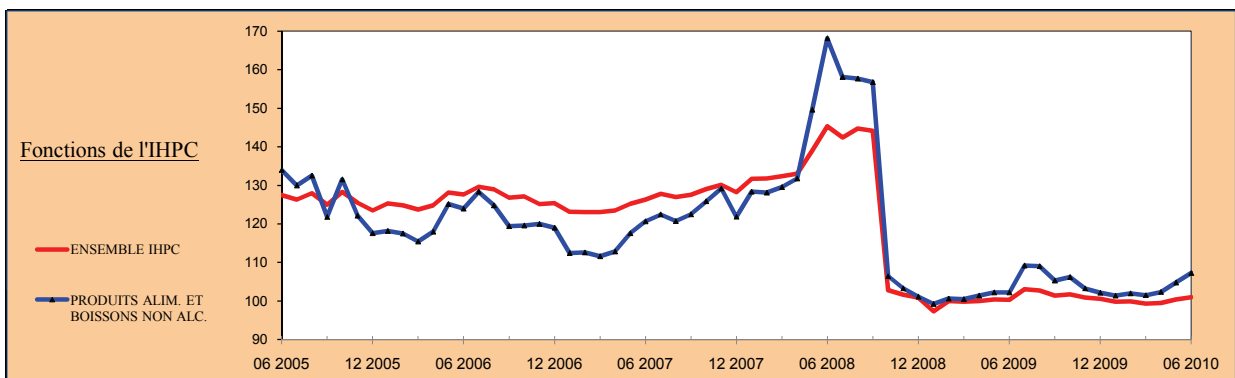
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	8
Secteur monétaire	13
Secteur extérieur	16
Définitions et abréviations	21
Crédit des contributions	22

Secteur réel

Le deuxième trimestre 2010 a connu, comparativement au trimestre précédent, une légère hausse des prix à la consommation (+0,6%), une baisse de l'ensemble des prix des produits de l'élevage et une évolution relativement stable des prix des produits agricoles (avec une légère tendance à la baisse des prix du maïs blanc et du sorgho blanc).

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2009	2010	2010	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	100,2	102,4	101,1	99,7	100,3	0,6%	0,1%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	102,0	107,8	103,9	101,6	104,8	3,1%	2,8%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	94,3	99,0	103,7	97,2	96,0	-1,2%	1,8%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	100,4	100,4	100,5	100,0	100,1	0,1%	-0,3%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	100,5	100,3	100,9	103,1	100,3	-2,7%	-0,2%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	100,4	98,7	98,7	98,2	98,2	0,0%	-2,2%
SANTE	99,7	99,7	99,7	99,7	99,8	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	98,3	98,3	98,2	96,0	96,0	0,0%	-2,3%
COMMUNICATION	95,4	94,4	94,1	87,3	85,2	-2,4%	-10,7%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	99,2	99,2	99,1	98,9	98,8	-0,1%	-0,4%
ENSEIGNEMENT	100,0	100,0	101,7	102,0	102,0	0,0%	2,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	100,2	100,7	100,3	102,7	101,5	-1,2%	1,3%
AUTRES BIENS ET SERVICES	102,3	102,3	102,3	101,6	101,7	0,0%	-0,7%



Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)

Au deuxième trimestre 2010, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une légère hausse tant par rapport au trimestre précédent que par rapport au même trimestre de l'année précédente. La hausse en glissement trimestriel est de 0,6% tandis que celle en glissement annuel n'est que de 0,1%.

En glissement trimestriel, la faible hausse de l'indice des prix est la résultante d'une hausse des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+3,1%) et d'une baisse des prix des fonctions "logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (-2,7%), "communication" (-2,4%) et "Restaurants et hôtels" (-1,2%). Les autres produits ayant connu une quasi-stagnation de leurs prix.

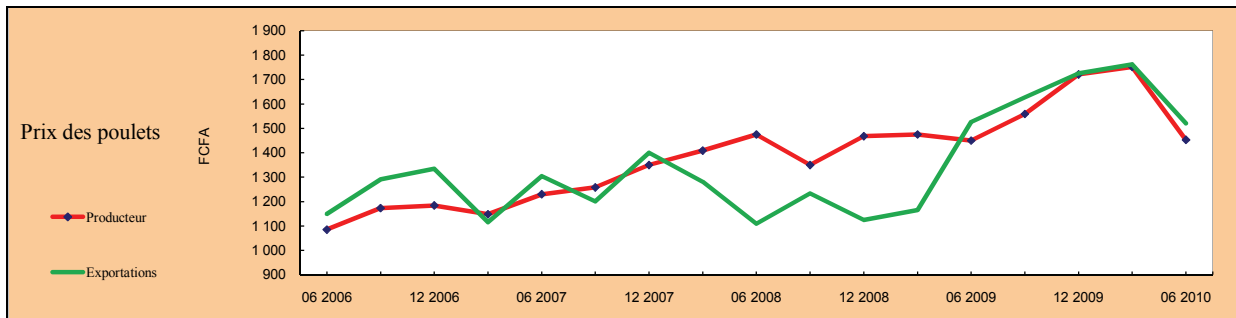
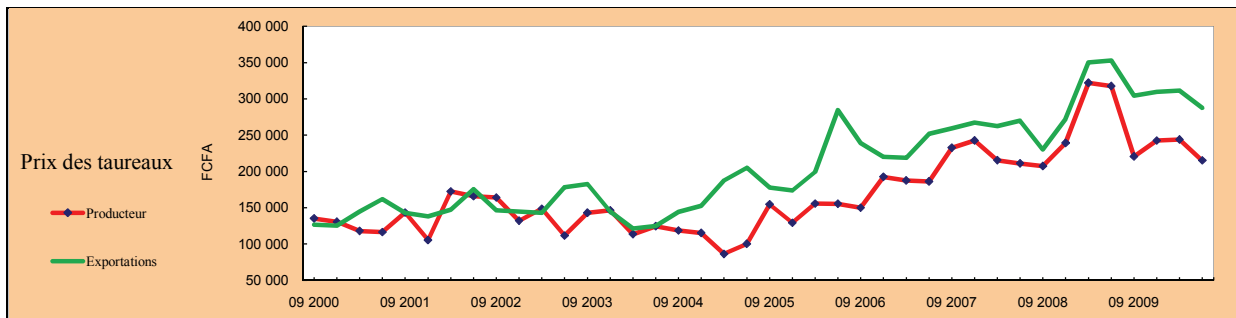
Quant à la faible évolution en glissement annuel, elle est la résultante d'une part de la hausse des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+2,8%), des "boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (+1,8%), des services d'enseignement" (+2%) et des services de "restaurants et d'hôtels" (+1,3%), et d'autre part de la baisse des services de "communication" (-10,7%), de "transports" (-2,3%) et des "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (-2,2%).

NB: L'indice harmonisé des prix à la consommation a connu un changement en adoptant une nouvelle base, celle de 2008, à partir du 4ème trimestre 2008.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2009	2010	2010	trimestriel	annuel
Prix au producteur du taureau	317 524	220 556	242 456	243 852	215 058	-11,8%	-32,3%
Prix à l'exportation du taureau	352 857	304 412	309 852	311 258	287 653	-7,6%	-18,5%
Prix au producteur du bœlier	48 126	40 614	49 234	51 263	45 241	-11,7%	-6,0%
Prix à l'exportation du bœlier	58 237	63 723	72 524	75 219	75 319	0,1%	29,3%
Prix au producteur du bouc	28 945	18 573	25 267	26 521	25 862	-2,5%	-10,7%
Prix à l'exportation du bouc	32 153	31 454	35 146	36 234	35 129	-3,0%	9,3%
Prix au producteur du poulet	1 450	1 559	1 721	1 752	1 453	-17,1%	0,2%
Prix à l'exportation du poulet	1 526	1 627	1 725	1 762	1 521	-13,7%	-0,3%
Prix au producteur de la pintade	1 465	1 631	1 745	1 752	1 524	-13,0%	4,0%
Prix à l'exportation de la pintade	1 584	1 645	1 798	1 821	1 598	-12,2%	0,9%

**PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE**

Le deuxième trimestre 2010 a été marqué par l'aggravation du déficit alimentaire et d'abreuvement des animaux. La situation alimentaire du bétail a, par ailleurs, souffert des difficultés d'approvisionnement en aliments pour le bétail liées à leur faible disponibilité et à leur coût élevé (6 500 à 8 000 F le sac de 50 kg de tourteau de coton). Cette situation a eu pour conséquences, d'une part une mortalité accrue du bétail et d'autre part un accroissement des offres des animaux sur les marchés de production. Cette tendance haussière des offres de bétail s'est inversement traduite par une dépréciation des prix des animaux sur les marchés de production. Ainsi les prix des taureaux sur ces marchés sont en retrait de 11,8% par rapport à leur niveau du trimestre précédent. En glissement annuel, ils affichent une variation de -32,3%. Les prix des bœliers sont également en recul sur les marchés de production (-11,7% en glissement trimestriel et -6,0% en glissement annuel). Les prix des boucs ont suivi la même tendance baissière avec -2,5% en glissement trimestriel et -10,7% en glissement annuel.

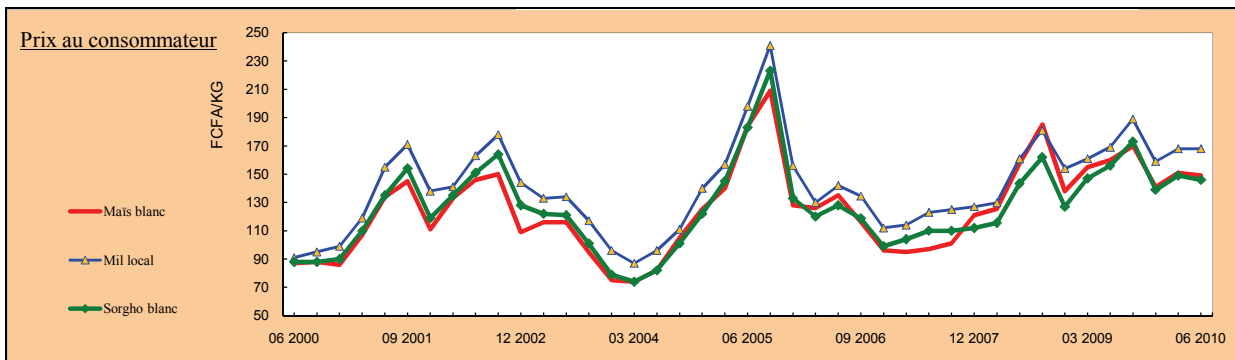
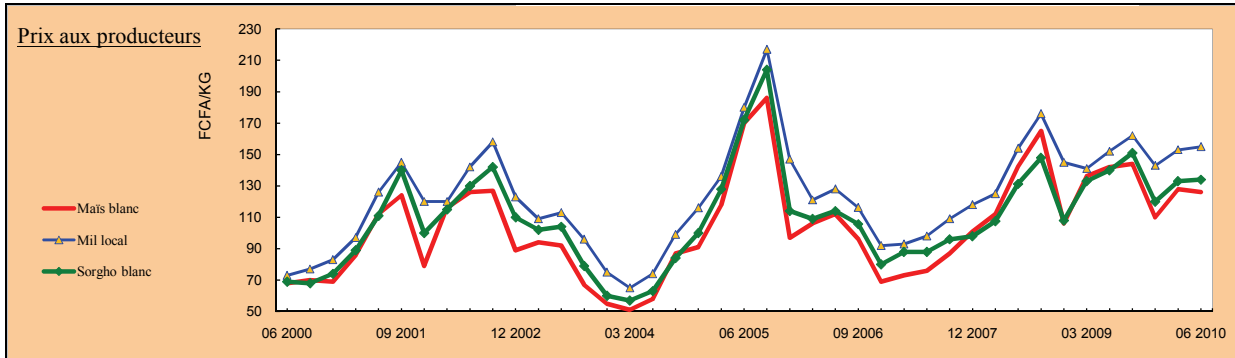
Le mauvais état des animaux du fait des difficultés alimentaires s'est traduit par une contraction des offres sur les marchés d'exportation. Cette rareté des animaux sur ces marchés n'a cependant pas impacté significativement leurs prix à la hausse; ceux-ci sont même dans l'ensemble en retrait par rapport à leur niveau du trimestre précédent en raison principalement de la baisse de la demande des animaux burkinabè par le Nigeria. Les prix des taureaux sont ainsi en baisse de 7,6% en glissement trimestriel et 18,5% en glissement annuel. Malgré leur évolution quasi stationnaire par rapport au trimestre précédent, les prix des petits ruminants affichent dans l'ensemble une tendance haussière en glissement annuel sur les marchés d'exportation : +29,3% pour les ovins et +9,3% pour les caprins.

Malgré l'interdiction « officielle » d'exportation des volailles en raison de la grippe aviaire qui a affecté négativement le commerce de la volaille, il est observé une reprise timide de cette activité. Environ 92 500 volailles auraient ainsi été exportées vers la Côte-d'Ivoire. En glissement trimestriel, les prix des poulets et des pintades affichent respectivement -13,7% et -12,2% sur les marchés d'exportation. S'agissant de la grippe aviaire qui n'a plus été constatée depuis 2006, il convient de signaler que le Burkina a entamé la procédure de déclaration de "pays indemne" de cette maladie. En outre, la récente rencontre des Ministres en charge de l'élevage du Burkina et de la Côte-d'Ivoire devrait concourir à accélérer la reprise officielle des exportations de volailles en direction de ce pays.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2009	2010	2010	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	142,0	144,0	110,0	128,0	126,0	-1,6%	-11,3%
Prix au consommateur du maïs blanc	160,0	170,0	141,0	151,0	149,0	-1,3%	-6,9%
Prix au producteur du mil local	152,0	162,0	143,0	153,0	155,0	1,3%	2,0%
Prix au consommateur du mil local	169,0	189,0	159,0	168,0	168,0	0,0%	-0,6%
Prix au producteur du sorgho blanc	140,0	151,0	120,0	133,0	134,0	0,8%	-4,3%
Prix au consommateur du sorgho blanc	156,0	173,0	139,0	149,0	146,0	-2,0%	-6,4%



La situation alimentaire de ce second trimestre est toujours satisfaisante dans l'ensemble et l'approvisionnement des marchés en céréales se fait à travers les stocks paysans encore disponibles et les stocks commerçants. En plus de ces stocks, s'ajoute la vente de céréales à prix social dans les zones à risque qui a connu sa première phase en ce début de trimestre. Avec la disponibilité des céréales sur les marchés, les prix sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent, avec une légère tendance à la baisse des prix du maïs blanc et du sorgho blanc.

Dans les zones de production, le prix moyen du sac de 100 Kg de céréales est de 12 600 FCFA pour le maïs blanc, de 15 500 FCFA pour le mil local et de 13 500 FCFA pour le sorgho blanc. Par rapport au premier trimestre, une légère baisse de 2% pour le maïs blanc et une stabilité de prix pour le mil local et le sorgho blanc ont été enregistrées. Par rapport à l'année passée, à la même période, le prix au producteur du maïs blanc et du sorgho blanc ont enregistré des baisses respectives de 11% et de 5% contre une hausse de 2% pour le prix du mil local. En comparaison avec la moyenne quinquennale, on note des hausses de 9%, 4% respectivement pour le mil local, le sorgho blanc contre une baisse de 2% pour le maïs blanc. Les prix les moins élevés se retrouvent sur les marchés de Faramana, Douna, N'Dorola et Gassan avec des prix moyens du sac de 100 kg à 14 000 FCFA pour le mil local, 9 500 FCFA pour le sorgho blanc et 8 000 FCFA pour le maïs blanc.

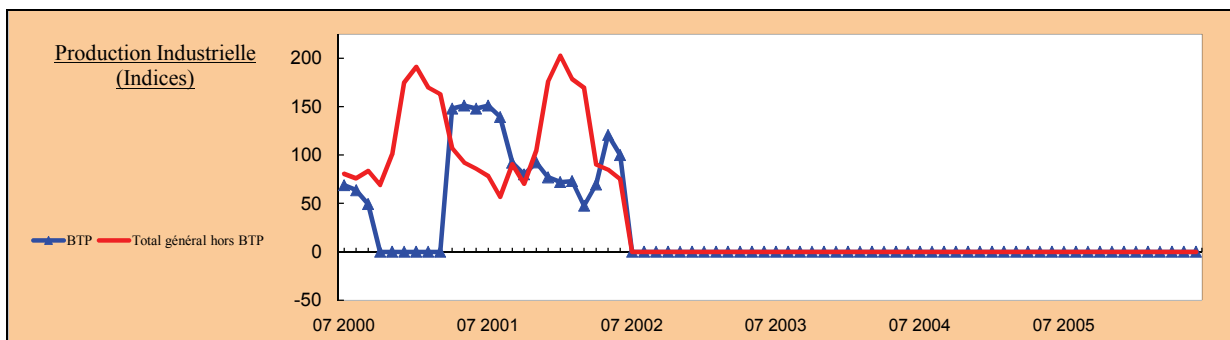
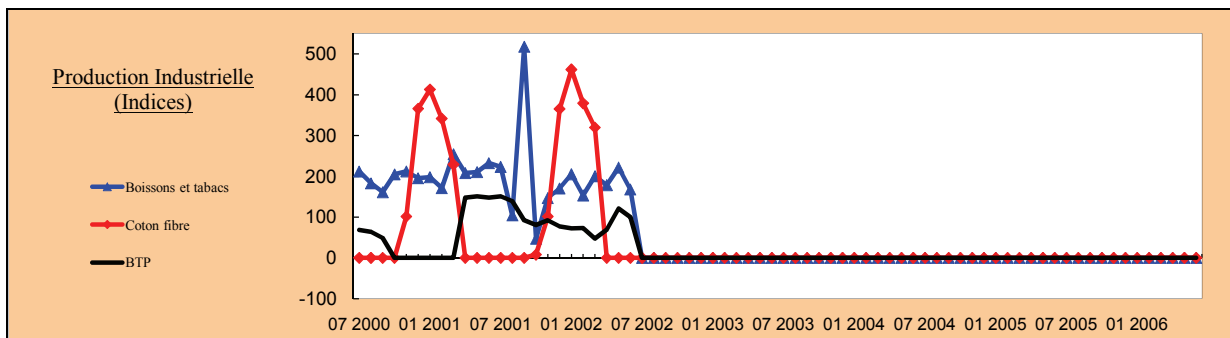
Dans les zones urbaines, les prix ont également peu varié par rapport au trimestre précédent : une légère baisse de 2% et 1% respectivement pour le sorgho blanc et le maïs blanc, et une stabilité pour le mil local. Par rapport au même trimestre de l'année passée, les prix du maïs blanc et du sorgho blanc ont respectivement baissé de 7% et de 6%. Le prix du mil local est demeuré stable. Une comparaison quinquennale des prix au consommateur indique des hausses de prix de 6% pour le mil, de 2% pour le maïs et de 1% pour le sorgho blanc. Les prix les plus élevés se retrouvent dans sur les marchés Dori, Gorom-Gorom et Sankaryaré avec des prix moyens de 21 500 FCFA le sac de 100 Kg pour le mil local, FCFA pour le sorgho blanc et FCFA pour le maïs blanc.

Avec la période de soudure, les prix pourraient connaître une hausse suite à l'épuisement des stocks. Mais un bon déroulement de la saison hivernale et des activités champêtres, soutenu par la vente de céréales à prix sociaux, devraient beaucoup atténuer la hausse des prix et même les maintenir en stabilité au cours des mois à venir.

Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IPI)

IPI Trimestriel Base 100 en 1990, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2001	2001	2001	2002	2002	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	0,0	0,0	158,3	386,8			
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	93,0	87,6	126,0	163,5	74,6	-54,4%	-19,8%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	0,0	0,0	129,5	316,4			
INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,0	0,0	0,0				
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	121,2	95,7	114,8	150,1	106,1	-29,3%	-12,5%
BOISSONS ET TABAC	216,9	281,8	121,4	186,1	189,4	1,7%	-12,7%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	110,0	73,9	114,0	145,9	96,6	-33,8%	-12,2%
BOULANGERIES, MEUNERIES	28,4	19,1	27,9	34,7	19,8	-42,8%	-30,2%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	56,9	17,4	168,7	205,3	38,9	-81,1%	-31,7%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	0,0	0,0	0,0				
INDUSTRIES CHIMIQUES	103,7	68,4	41,6	83,4	80,1	-3,9%	-22,7%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	92,8	61,1	61,2	94,0	81,8	-12,9%	-11,8%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	225,1	173,4	185,1	219,7	218,3	-0,7%	-3,1%
TOTAL GENERAL HORS BTP	95,1	75,1	117,0	183,5	83,4	-54,6%	-12,3%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	149,0	127,5	83,1	64,2	96,8	50,7%	-35,0%



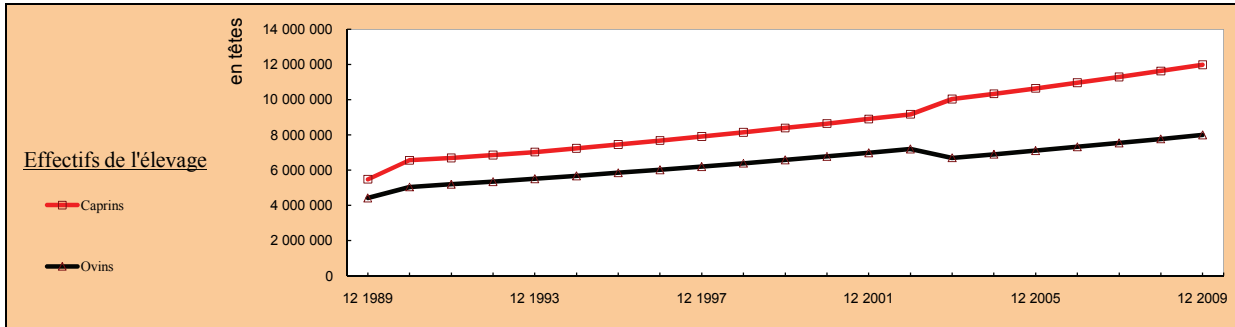
Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Suite à certaines difficultés, l'Indice de la production industrielle a connu une suspension depuis le second trimestre 2002. En conséquence, les données qui figurent dans ce numéro ne concernent que la période avant la suspension.

Toutefois, dans l'espoir d'une reprise prochaine de la série des indicateurs de la production industrielle cette rubrique a été maintenue.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2005	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	Croissance moyenne	
						2005-2009	2008-2009
Effectif de bovins (en têtes)	7 607 000	7 759 000	7 914 180	8 072 420	8 233 845	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	7 110 000	7 324 000	7 543 720	7 770 083	8 003 164	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	10 647 000	10 966 000	11 294 980	11 633 992	11 982 987	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	32 358	33 329	34 329	35 359	36 420	3,0%	3,0%



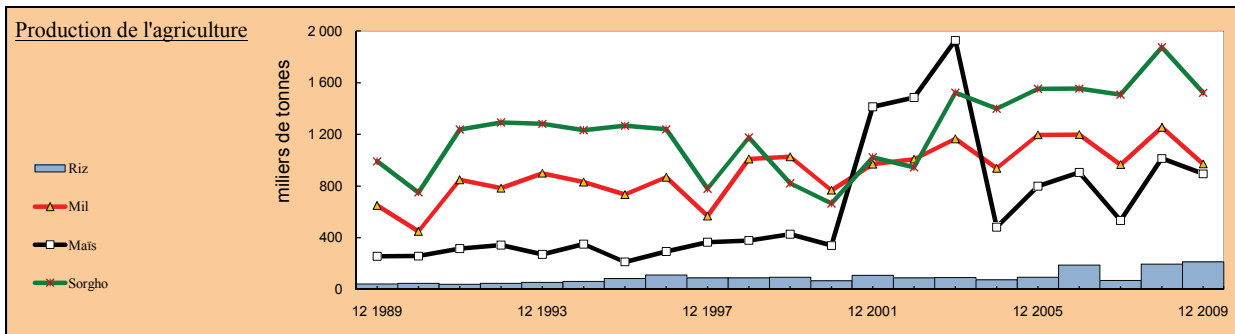
EFFECTIFS DU CHEPTEL

Le cheptel national a connu une croissance régulière au cours des cinq dernières années, progressant ainsi au cours de la période 2005-2009 de 8% pour les bovins et de 13% pour les ovins, les caprins et la volaille; la croissance moyenne annuelle s'est établie à 2% pour les bovins et 3% pour les autres espèces (ovins, caprins et volailles). Ces performances sont dues aux actions entreprises par le Ministère des Ressources Animales, notamment sur les plans de l'alimentation et de la santé animale.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2005	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	Croissance moyenne	
						2005-2009	2008-2009
Production brute totale de céréales	3 649 533	3 858 224	3 088 811	4 358 518	3 626 637	-0,2%	-16,8%
dont : Production brute de mil	1 196 253	1 198 656	966 016	1 255 189	970 927	-5,1%	-22,6%
dont : Production brute de sorgho	1 552 911	1 553 830	1 507 162	1 875 046	1 521 468	-0,5%	-18,9%
dont : Production brute de maïs	799 052	905 713	533 874	1 013 634	894 558	2,9%	-11,7%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	93 516	189 176	68 916	195 102	213 584	22,9%	9,5%



Dans l'ensemble des régions, la disponibilité céréalière est jugée satisfaisante durant ce deuxième trimestre. Les marchés ont été assez bien approvisionnés, en grande partie par les stocks commerçants dans la plupart des régions mais également par les stocks paysans spécifiquement dans les régions excédentaires comme les Hauts bassins, la Boucle du Mouhoun, le Sud-Ouest, et les Cascades. Les stocks paysans, quoique toujours satisfaisants dans les régions de grandes productions, connaissent une réduction dans l'ensemble.

Dans les régions abritant des provinces déficitaires et/ou des zones à risque comme le Centre-Sud, le Centre-Est, l'Est, le Centre-Nord, le Nord et le Sahel, la disponibilité des céréales est jugée globalement satisfaisante sur le marché et acceptable au niveau des ménages. La première phase de l'opération de la vente de céréales à prix social a débuté au mois d'avril et compte se poursuivre jusqu'à la fin de la période de soudure. Déjà, 11 240 tonnes de céréales (mil, maïs, sorgho) ont été déployées dans les différentes zones à risques pour la première phase.

Le second trimestre de l'année 2010 a été également marqué par le lancement officiel de la campagne agricole 2010-2011. C'est en effet le 8 mai 2010 à Zanré, un village situé à une quarantaine de kilomètres de Fada N'Gourma que le Ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques a donné le feu vert à travers une cérémonie de lancement officiel.

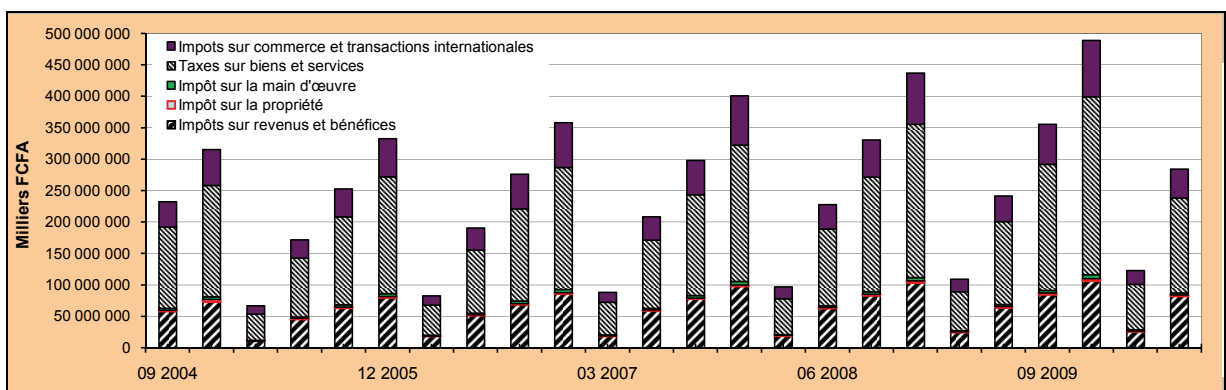
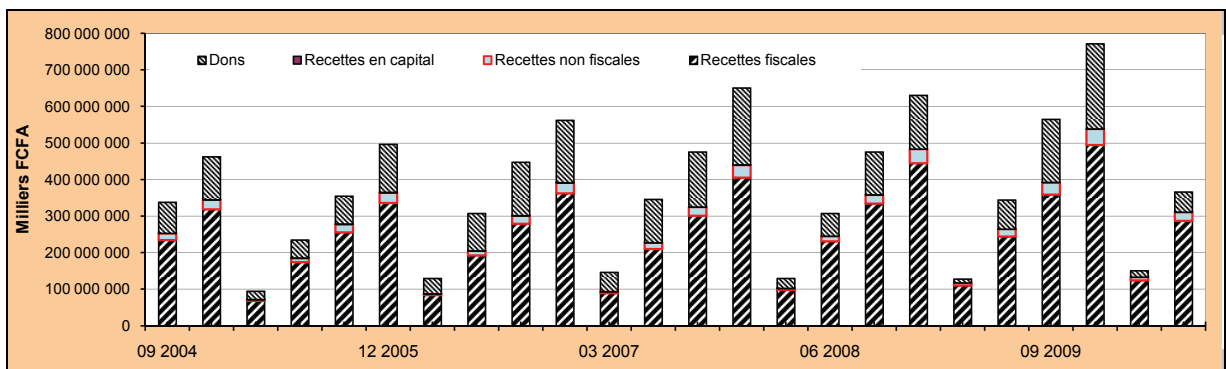
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.E.R.

Finances publiques

Le 1er semestre de l'an 2010 a été marqué par des efforts importants visant la consolidation des acquis en matière de mobilisation des recettes et de rationalisation des dépenses publiques. Malgré tout, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit (base engagement et dons compris) de 150,5 milliards francs CFA contre 65,1 milliards francs CFA une année plutôt; soit une forte dégradation de 131,2% imputable au faible niveau d'encaissement des dons.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	2. Trim. 2009	3. Trim. 2009	4. Trim. 2009	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	777 411 763	343 933 665	564 799 365	771 523 642	150 900 928	365 769 748	47,0%	6,3%
Recettes totales	573 560 750	264 205 944	392 086 381	539 095 255	132 867 404	310 940 528	54,2%	17,7%
Recettes courantes	573 554 049	264 202 197	392 082 504	539 091 339	132 867 368	310 940 377	54,2%	17,7%
Recettes fiscales	536 333 980	244 148 423	359 377 651	494 578 785	124 289 843	287 012 391	53,5%	17,6%
Impôts sur revenus et bénéfiques	153 540 710	64 023 582	84 899 733	106 686 380	26 131 308	82 360 474	53,6%	28,6%
Impôt sur la main d'œuvre	4 275 522	3 053 110	4 371 281	6 243 252	1 612 097	3 188 397	74,6%	4,4%
Taxes sur biens et services	300 415 690	131 942 106	200 434 285	282 942 742	72 574 447	151 513 157	50,4%	14,8%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	71 434 602	40 825 885	63 628 793	89 729 070	21 925 376	45 382 617	63,5%	11,2%
Autres recettes fiscales	3 708 701	2 577 790	3 759 688	5 490 214	1 284 272	2 881 159	77,7%	11,8%
Recettes non fiscales	37 220 069	20 053 774	32 704 853	44 512 554	8 577 525	23 927 986	64,3%	19,3%
Recettes en capital	6 701	3 746	3 878	3 917	36	151	2,3%	-96,0%
Dons	203 851 013	79 727 721	172 712 984	232 428 386	18 033 524	54 829 220	26,9%	-31,2%
Projets	134 851 013	47 272 207	78 366 248	86 924 440	13 643 524	25 028 823	18,6%	-47,1%
Programmes	69 000 000	32 455 514	94 346 736	145 503 947	4 390 000	29 800 396	43,2%	-8,2%

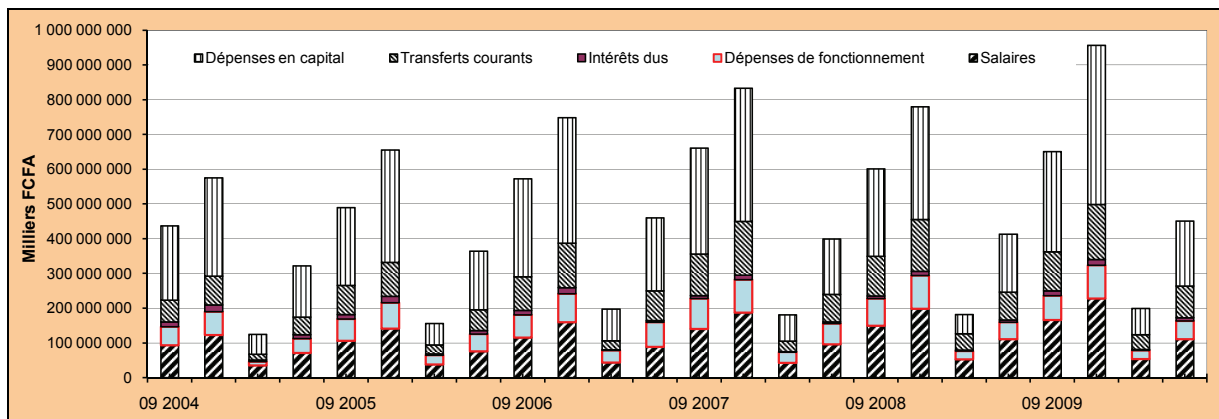
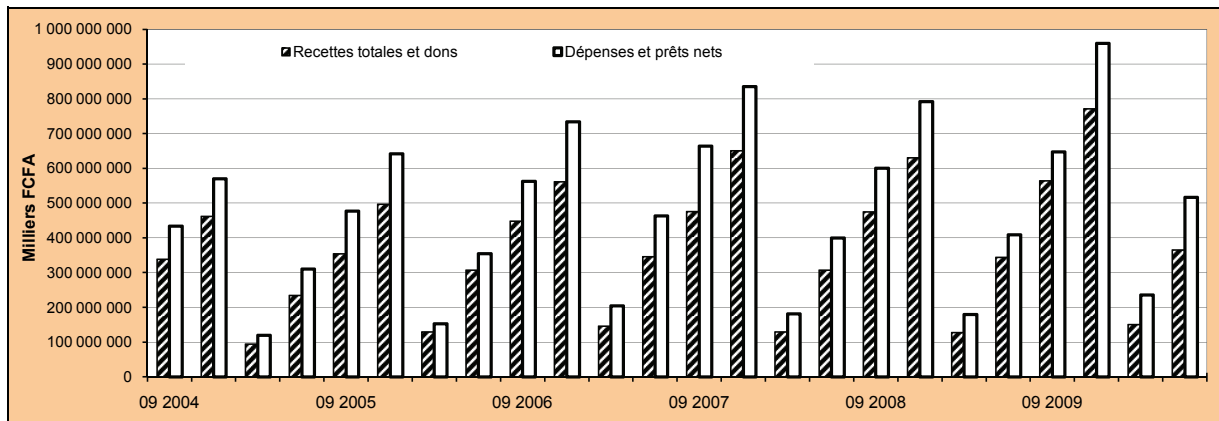


A fin juin 2010, les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 365,8 milliards de FCFA (dont 310,9 milliards pour les recettes totales et 54,8 milliards pour les dons) contre 343,9 milliards de FCFA à la même période en 2009 ; soit une augmentation de 6,3%, imputable à la bonne performance des régies de recettes. En effet, ces dernières (DGI, DGD et DGTCP) ont respectivement enregistré des taux de réalisation par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale de 48,5%, 52,1% et 59,7%. En comparant ces niveaux de recouvrement à ceux du 1er semestre 2009, il ressort dans le même ordre un accroissement de 20,3%, 13,3% et 23,5%. Cela a permis de dépasser le repère quantitatif du programme FEC à fin juin en matière de recettes propres fixé à 300,1 milliards de FCFA. Quant aux dons, leur encaissement cumulé s'élève à 54,8 milliards FCFA en baisse de 24,9 milliards FCFA par rapport à 2009 pour la même période à cause de la lenteur du rythme de décaissement.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2009	2009	2009	2010	2010		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 002 583 131	409 019 638	647 263 940	959 595 011	235 141 730	516 234 401	51,5%	26,2%
Dépenses	1 005 136 881	413 066 424	651 359 722	956 438 735	236 074 700	518 433 415	51,6%	25,5%
Dépenses courantes	468 980 531	246 777 531	362 645 966	499 074 562	123 773 740	263 900 703	56,3%	6,9%
Salaires	207 396 156	110 736 674	166 594 823	228 436 133	54 018 864	110 646 509	53,4%	-0,1%
Dépenses de fonctionnement	100 394 000	49 054 545	70 137 696	95 120 137	24 356 873	52 933 568	52,7%	7,9%
Intérêts dus	13 861 999	6 950 095	13 047 991	16 870 967	3 001 833	9 526 341	68,7%	37,1%
Transferts courants	147 328 376	80 036 217	112 865 456	158 647 325	42 396 170	90 794 285	61,6%	13,4%
Dépenses en capital	536 156 350	166 288 892	288 713 755	457 364 172	75 659 369	186 842 579	34,8%	12,4%
financées sur ressources propres	228 838 772	75 493 395	122 934 001	235 606 283	30 700 970	90 139 403	39,4%	19,4%
Prêts nets	-2 553 750	-4 046 785	-4 095 782	3 156 276	-932 970	-2 199 015	86,1%	-45,7%

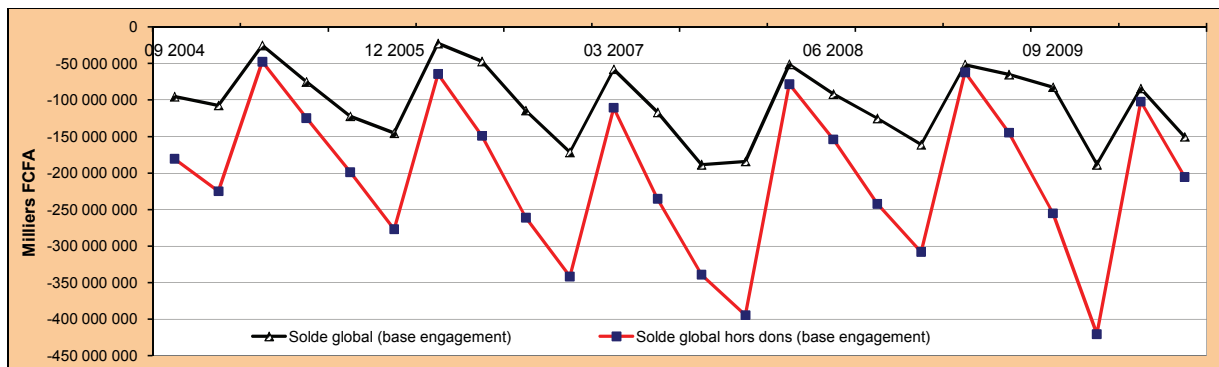


Le renforcement des mesures pour accompagner le secteur privé et les ménages, suite à la crise financière ainsi que les inondations du 1er septembre 2009, a exercé une pression importante sur le budget de l'Etat. Au terme du 1er semestre 2010, les dépenses et prêts nets ont augmenté de 26,2% en glissement annuel pour atteindre 516,2 milliards de FCFA ; soit un taux d'exécution de 51,5% par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale. Cette forte hausse est consécutive à l'accroissement des dépenses en capital (+12,4%), à celui des dépenses courantes (+6,9%) en particulier les intérêts payés au titre de la dette et les transferts courants, et à la prise en charge du reliquat des dépenses exceptionnelles de 2009 d'un montant de 67,7 milliards de FCFA. Ce niveau des dépenses est contenu dans la limite du programme FEC fixée à 526,5 milliards de FCFA. Entre autres, les projets de construction de l'aéroport de Donsin et du barrage de Samandéni, l'entretien, la réparation et la construction d'infrastructures routières, la construction de complexes scolaires, les investissements réalisés pour le compte des collectivités territoriales, le programme de sécurité alimentaire, les surcoûts d'investissement et les contreparties nationales de projets sont à la base du gonflement des dépenses en capital.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SOLDES ET FINANCEMENT

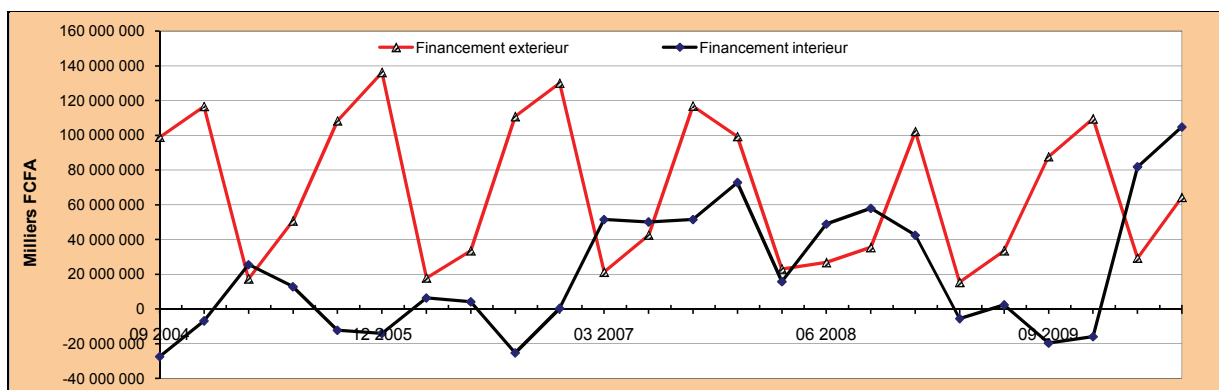
SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2009	2009	2009	2010	2010		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-225 171 368	-65 085 974	-82 464 575	-188 071 369	-84 240 802	-150 464 653	66,8%	131,2%
Solde global hors dons (base engagement)	-429 022 381	-144 813 695	-255 177 559	-420 499 756	-102 274 326	-205 293 873	47,9%	41,8%
Solde primaire	-114 842 804	-137 863 599	-242 129 567	-403 628 788	-99 272 493	-195 767 531	170,5%	42,0%
Solde de base	-128 704 803	-56 472 562	-93 531 916	-224 165 579	-57 328 177	-109 090 015	84,8%	93,2%
Solde global (base caisse)	-225 171 368	-31 307 257	-65 581 779	-92 597 343	-105 061 258	-167 203 643	74,3%	434,1%
Solde global hors dons (base caisse)	-429 022 381	-111 034 978	-238 294 763	-325 025 729	-123 094 782	-222 032 863	51,8%	100,0%



Ainsi, l'exécution des opérations financières de l'Etat au cours du 1er semestre 2010 s'est soldée par un déficit base engagement de 150,5 milliards francs CFA contre 65,1 milliards francs CFA à fin juin 2009 ; soit une aggravation de 131,2%. Ce niveau de déficit n'est pas en phase avec celui fixé à 82,1 milliards de FCFA par le Programme FEC du fait du manque à gagner des dons, mais également par l'accroissement plus que proportionnel des dépenses par rapport aux recettes propres.

En tenant compte des divers ajustements, le déficit global base caisse s'est chiffré à 167,2 milliards de FCFA et il a été financé par des apports extérieurs nets de 64,3 milliards FCFA et des apports intérieurs nets à hauteur de 104,8 milliards FCFA. Le financement intérieur a surtout été caractérisé par la réalisation avec succès, de deux opérations d'émission de bons du Trésor (pour une valeur de 28,7 milliards FCFA) et d'une autre pour les obligations du Trésor. Par ailleurs, l'Etat a continué sa politique de désengagement vis-à-vis du secteur non bancaire.

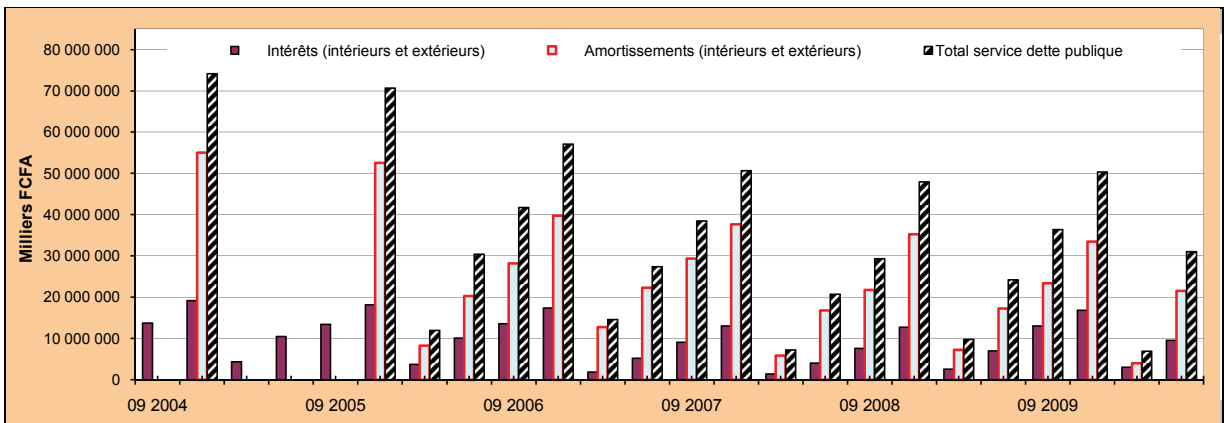
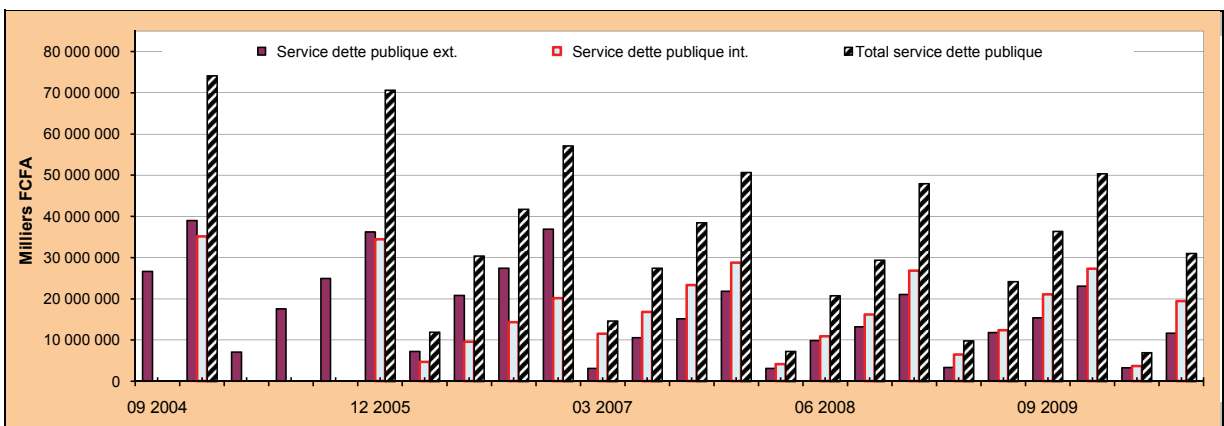
FINANCEMENT (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2009	2009	2009	2010	2010		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Financement	226 638 564	35 938 345	68 141 101	93 654 885	111 158 087	169 092 859	74,6%	370,5%
Financement extérieur	205 417 632	33 549 606	87 712 866	109 562 810	29 289 342	64 270 328	31,3%	91,6%
Décassements extérieurs	221 466 565	41 068 926	97 759 252	123 889 594	31 302 625	71 175 035	32,1%	73,3%
Initiative PPTE (Allègements)	0	0	0	0	0	0		
Amortissement de la dette extérieure	-16 048 933	-7 519 320	-10 046 386	-14 326 784	-2 013 284	-6 904 707	43,0%	-8,2%
Ajustement taux de change	0	0	0	0	0	0		
Financement intérieur	21 220 932	2 388 739	-19 571 765	-15 907 925	81 868 746	104 822 531	494,0%	4288,2%
Financement bancaire	29 720 932	-46 543 384	-57 570 160	-44 034 344	72 106 955	97 682 370	328,7%	-309,9%
Secteur non bancaire	-8 500 000	48 932 123	37 998 395	28 126 418	9 761 791	7 140 161	-84,0%	-85,4%
Gap de financement	-1 467 196	-4 631 089	-2 559 323	-1 057 542	-6 096 829	-1 889 216	128,8%	-59,2%



Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SERVICE DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	2. Trim. 2009	3. Trim. 2009	4. Trim. 2009	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Total service dette publique	46 503 854	24 240 588	36 427 954	50 351 949	6 965 632	31 077 314	66,8%	28,2%
Amortissements (int. et ext.)	32 890 351	17 290 493	23 379 963	33 480 982	3 963 799	21 550 973	65,5%	24,6%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	13 613 503	6 950 095	13 047 991	16 870 967	3 001 833	9 526 341	70,0%	37,1%
Service dette publique int.	25 178 936	12 405 457	21 072 562	27 275 934	3 666 281	19 438 575	77,2%	56,7%
Amortissements	18 330 195	9 771 173	13 333 577	19 154 198	1 950 515	14 646 265	79,9%	49,9%
Intérêts	6 848 741	2 634 284	7 738 984	8 121 736	1 715 765	4 792 310	70,0%	81,9%
Service dette publique ext.	21 324 918	11 835 131	15 355 393	23 076 015	3 299 351	11 638 739	54,6%	-1,7%
Amortissements	14 560 156	7 519 320	10 046 386	14 326 784	2 013 284	6 904 707	47,4%	-8,2%
Intérêts	6 764 762	4 315 811	5 309 007	8 749 231	1 286 068	4 734 032	70,0%	9,7%
Service dette ext./recettes totales	3,7%	4,5%	3,9%	4,3%	2,5%	3,7%	100,7%	-16,4%

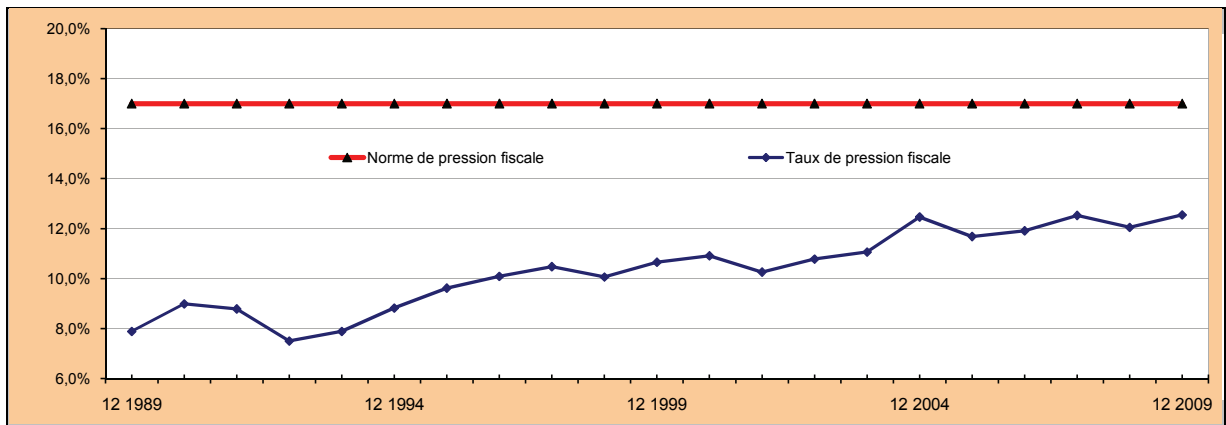


A la fin des six premiers mois de l'année 2010, le service de la dette publique s'est établi à 31,1 milliards de FCFA; en hausse de 28,2% par rapport à fin juin 2009. En outre, 3,7% des recettes totales ont été destinées au paiement de la dette extérieure alors que ce ratio était de 4,5% un an plus tôt. Cette baisse du ratio "service de la dette extérieure/recettes totales" est le signe d'un recul de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2005	12 2006	12 2007	12 2008	12 2009
Critères de 1er rang						
Solde budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-3,8%	-4,8%	-5,7%	-4,7%	-5,6%
Taux d'inflation	≤ 3%	6,4%	2,4%	-0,3%	10,7%	2,6%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	42,9%	18,9%	25,1%	25,1%	27,5%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	43,4%	42,7%	35,2%	43,7%	47,6%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	42,0%	44,1%	46,3%	44,7%	46,2%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-14,8%	-12,5%	-12,6%	-15,1%	-9,2%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	11,7%	11,9%	12,5%	12,1%	12,6%



Sources : M.E.F.

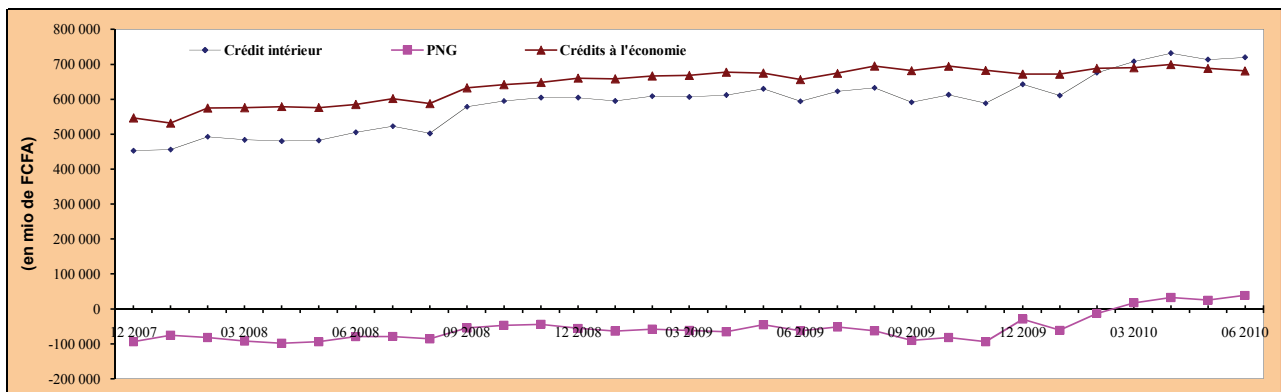
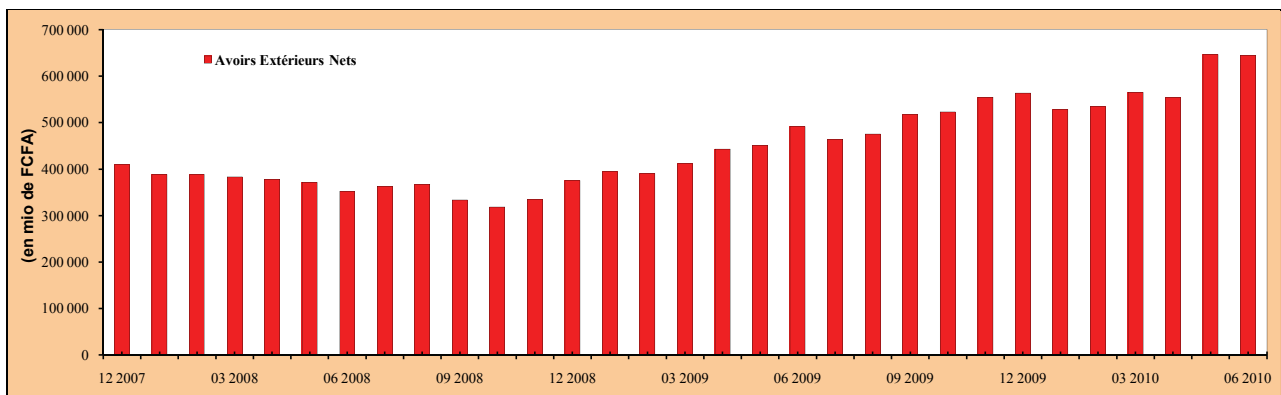
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

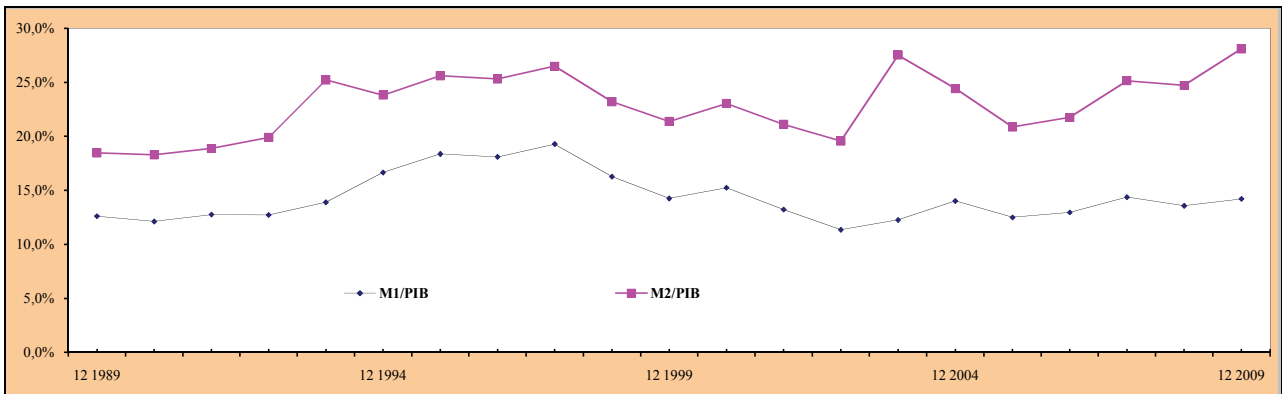
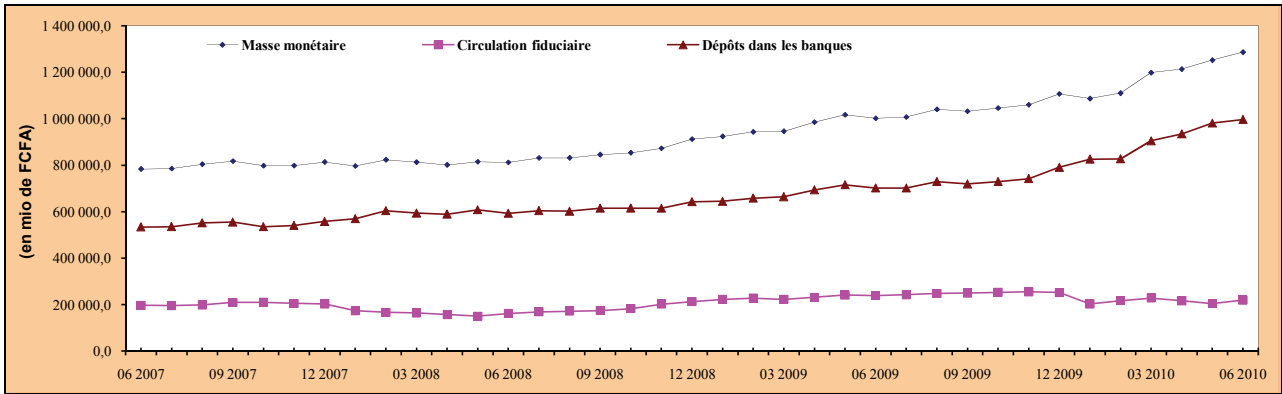
Les agrégats monétaires entre fin décembre 2009 et fin juin 2010 ont été caractérisés par une hausse des avoirs extérieurs nets (+14,5%), des crédits intérieurs (+12,0%) et de la masse monétaire (+16,2%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation fin de trimestre)	2. Trim. 2009	3. Trim. 2009	4. Trim. 2009	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
Avoirs Extérieurs Nets	491 384,6	517 187,6	563 540,5	564 932,0	644 983,8	80 051,8	14,2%	153 599,1	31,3%
BCEAO	385 323,5	407 666,5	385 795,5	345 433,0	389 701,8	44 268,8	12,8%	4 378,3	1,1%
Banques	106 061,1	109 521,1	177 745,0	219 499,0	255 282,0	35 783,0	16,3%	149 220,9	140,7%
Crédit intérieur	594 019,2	591 439,0	642 618,7	707 842,7	719 985,1	12 142,3	1,7%	125 965,8	21,2%
PNG	-62 474,2	-90 500,6	-29 448,5	17 307,6	38 744,0	21 436,4	123,9%	101 218,2	-162,0%
Crédits à l'économie	656 493,5	681 939,7	672 067,2	690 535,1	681 241,1	-9 294,0	-1,3%	24 747,6	3,8%
dont crédits à court terme	356 918,8	390 497,8	392 494,3	382 324,0	374 159,4	-8 164,6	-2,1%	17 240,6	4,8%
dont crédits de campagne	50 612,8	38 721,0	22 070,9	52 639,1	33 261,7	-19 377,4	-36,8%	-17 351,1	-34,3%
dont crédits à moyen et long terme	248 961,9	252 720,9	257 502,0	255 572,0	273 820,0	18 248,0	7,1%	24 858,1	10,0%
Masse monétaire	1 001 644,5	1 031 977,0	1 107 129,8	1 198 477,7	1 286 718,2	88 240,5	7,4%	285 073,7	28,5%
Circulation fiduciaire	238 827,5	249 657,7	251 750,7	227 836,8	219 244,1	-8 592,8	-3,8%	-19 583,5	-8,2%
Dépôts dans les banques	701 780,4	719 163,2	790 858,7	904 805,5	996 658,8	91 853,3	10,2%	294 878,4	42,0%
dont dépôts à vue	316 950,4	316 303,2	357 864,7	422 812,5	438 524,8	15 712,3	3,7%	121 574,4	38,4%
dont dépôts à terme	252 393,0	267 841,0	293 075,0	332 766,0	374 992,0	42 226,0	12,7%	122 599,0	48,6%
Autres Postes Nets	83 759,4	76 649,7	99 029,4	74 297,0	78 250,6	3 953,6	5,3%	-5 508,8	-6,6%

AGREGATS MONETAIRES	déc.05	déc.06	déc.07	déc.08	déc.09
M1/PIB	12,5%	13,0%	14,4%	13,6%	14,2%
M2/PIB	20,9%	21,8%	25,1%	24,7%	28,1%



Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont passés de 563,5 milliards de FCFA à fin décembre 2009 à 645,0 milliards de FCFA à fin juin 2010, soit une progression de 81,4 milliards de FCFA (+14,5%). Cette évolution s'explique par un accroissement des avoirs extérieurs nets tant de la Banque Centrale (3,9 milliards de FCFA), que des banques (+77,5 milliards de FCFA) entre fin décembre 2009 et fin juin 2010.



L'amélioration des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 3,9 milliards de FCFA (+1,0%) résulte d'une hausse des avoirs extérieurs bruts, en dépit de la hausse relative des engagements extérieurs. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 598,0 milliards de FCFA à fin juin 2010 contre 588,7 milliards de FCFA à fin décembre 2009, soit une progression de 9,3 milliards de FCFA (-1,6%) et les engagements extérieurs se sont situés à 208,3 milliards de FCFA à fin juin 2010 contre 202,9 milliards de FCFA à fin décembre 2009, soit une hausse de 5,4 milliards de FCFA (2,7%).

La position extérieure des banques a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs bruts, accentuée par la baisse des engagements extérieurs. Ainsi, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 77,5 milliards de FCFA soit 43,6%. En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques sont passés de 288,4 milliards de FCFA à fin décembre 2009 à 384,8 milliards de FCFA à fin juin 2010, soit une hausse de 96,4 milliards de FCFA (+0,33%). Sur la même période, leurs engagements extérieurs sont passés de 110,6 milliards de FCFA à 97,1 milliards de FCFA, soit une baisse de 13,5 milliards de FCFA (-0,12%).

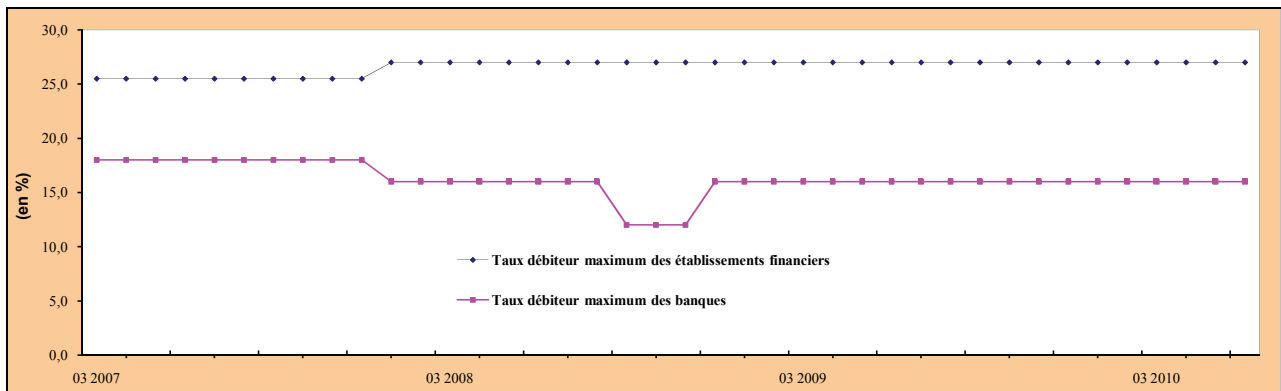
Le crédit intérieur a progressé de 77,4 milliards de FCFA (+12,0%) à fin juin 2010, en ressortant à 720,0 milliards de FCFA contre 642,6 milliards de FCFA à fin décembre 2009. Cette progression est attribuable à la détérioration de la PNG (+46,8 milliards de FCFA) et de la progression des crédits à l'économie (+68,2 milliards de FCFA) entre fin décembre 2009 et fin juin 2010.

La masse monétaire, suivant l'évolution de ses contreparties, a enregistré une hausse de 16,2% (+179,6 milliards de FCFA) à fin juin 2010, en s'établissant à 1 286,7 milliards de FCFA, contre 1 107,1 milliards de FCFA à fin mars 2010. Cette évolution est due à une augmentation des dépôts des banques (+205,8 milliards de FCFA, soit +26,0%), la circulation fiduciaire ayant au contraire décéléré (-32,5 milliards de FCFA, soit -12,9%) sur la même période.

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim. 2009	3. Trim. 2009	4. Trim. 2009	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	17,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Au cours du deuxième trimestre 2010, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas connu d'évolution. Le taux de pension et le taux d'escompte sont fixés, depuis le 16 juin 2009, respectivement à 4,25% et 6,25% contre des taux respectifs de 4,75% et 6,75% qui étaient entrés en vigueur depuis le 16 août 2008.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,50% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du deuxième trimestre 2010. Les taux débiteurs minimum et maximum moyens ont stagné au cours du deuxième trimestre 2010. En effet, le taux de base moyen bancaire ainsi que les taux débiteurs minimum et maximum moyens se sont établis respectivement à 10,04%, 7,19% et 14,31% aux mois de avril, mai et juin 2010. Aussi, les taux débiteurs (minimum et maximum) ont-ils évolué dans la fourchette de 1,5% à 16,0%, le taux d'usure étant de 18,0%.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au deuxième trimestre de 2010. Ainsi, le taux de base moyen et les taux débiteurs minimum et maximum se sont fixés respectivement à 14,63%, 16,38% et 23,50% au cours des trois mois du deuxième trimestre de l'année 2010.

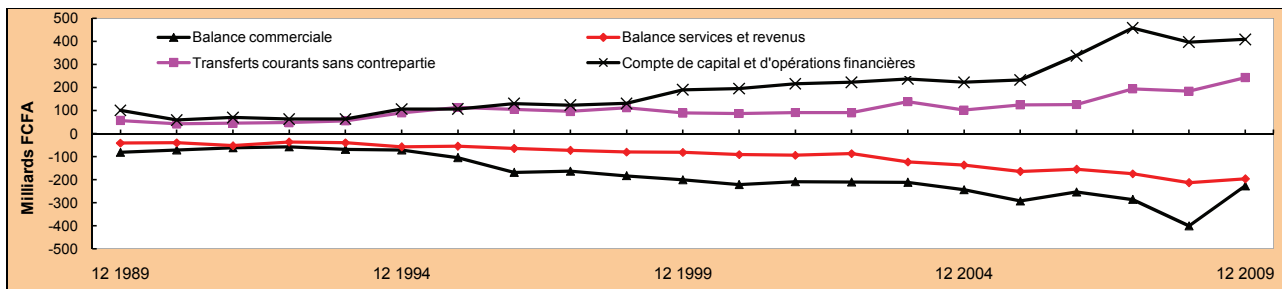
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur de l'économie burkinabè s'est senti des effets de la conjoncture internationale difficile, marquée par les fortes tensions sur les prix des produits pétroliers et surtout de ceux alimentaires, une reprise modérée des cours mondiaux du coton et une faiblesse persistante du dollar américain sur le marché des changes. A fin décembre 2008, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso est ressorti déficitaire de 33,4 milliards de FCFA contre un excédent exceptionnel de 188,1 milliards de FCFA un an plus tôt.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2005	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	Var. 2009	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations	Var./2008	Var./2007
Exportations de biens FOB	247,1	307,6	298,6	310,4	425,6	37,1%	19,4%
Importations de biens FOB	540,5	562,1	585,1	711,7	653,8	-8,1%	5,7%
Balance commerciale	-293,4	-254,5	-286,6	-401,4	-228,1	-43,2%	-10,8%
Services	-154,1	-154,9	-173,9	-211,6	-194,3	-8,1%	5,7%
Revenus	-10,9	-0,2	-1,1	-1,6	-2,1	29,6%	37,5%
Balance des services et revenus	-164,9	-155,1	-175,1	-213,2	-196,5	-7,9%	5,9%
Transferts courants sans contrepartie	123,8	125,4	193,3	183,3	242,5	32,3%	12,0%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-334,6	-284,2	-268,4	-431,3	-182,1	-57,8%	-17,6%
Transferts en capital	110,7	818,8	140,2	85,9	132,9	54,7%	-2,6%
Opérations financières	121,9	-481,3	317,8	310,9	275,3	-11,5%	-6,9%
Comptes de capital et d'opérations financières	232,5	337,5	457,9	396,8	408,2	2,9%	-5,6%
Erreurs et omissions	-1,7	-3,8	-1,5	1,5	-1,4	-2,7%	-2,7%
Solde global	-103,7	49,6	188,1	-33,0	224,7		9,3%



Cette détérioration des comptes extérieurs découle aussi bien de celle du solde structurellement déficitaire de la Balance des transactions courantes, que de la baisse des entrées nettes de flux au titre des opérations financières, en liaison notamment avec les effets de la crise économique internationale.

Sur la base de l'analyse de l'évolution récente de la conjoncture économique interne et externe, et prenant en compte la bonne progression des exportations d'or, la Balance des Paiements du Burkina Faso devrait ressortir excédentaire de 224,7 milliards de FCFA en 2009, contre 33,4 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2009 devrait s'améliorer de 249,2 milliards de FCFA par rapport à l'année 2008. Cette évolution s'expliquerait par une hausse des exportations (+115,3 milliards de FCFA) conjuguée à une contraction des importations (-57,9 milliards de FCFA). Les exportations atteindraient 425,6 milliards de FCFA en 2009 contre 310,3 milliards de FCFA en 2008, soit une hausse de 37,2% expliquée principalement par les exportations d'or non monétaire (+109,6 milliards de FCFA). Par contre, le coton fibre, jusqu'alors principal produit pourvoyeur de ressources extérieures du pays, a affiché une contraction de ses recettes à l'exportation de 3,6 milliards de FCFA entre 2008 et 2009. Quant aux importations, elles se sont estimées à 653,8 milliards de FCFA en 2009 contre 711,7 milliards de FCFA en 2008, soit une baisse de 8,1%, imputable principalement aux produits pétroliers (-62,1 milliards de FCFA), en liaison avec la détente des prix des hydrocarbures.

Au titre des opérations financières et de capital, le solde serait excédentaire de 408,2 milliards de FCFA en 2009 contre 396,8 milliards de FCFA en 2008, soit une amélioration de 11,4 milliards de FCFA (+2,9%). Cette progression s'expliquerait exclusivement par le solde du compte de capital. En effet, le solde excédentaire des transferts de capital passerait de 85,9 milliards de FCFA en 2008 à 132,9 milliards de FCFA en 2009, soit une amélioration de 47,0 milliards de FCFA d'une année à l'autre. Par contre, le solde excédentaire des opérations financières se réduirait de 35,6 milliards de FCFA, se situant à 275,3 milliards de FCFA en 2009 contre 310,9 milliards de FCFA en 2008.

Ainsi, le solde global ressortirait excédentaire de 224,7 milliards de FCFA contre un déficit de 33,0 milliards de FCFA en 2008.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2009	2010	2010	trimestriel	annuel
TOTAL	241 363,7	240 833,7	283 038,9	232 389,3	258 876,9	11,4%	7,3%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	2 964,4	3 916,5	2 617,3	3 162,5	2 596,9	-17,9%	-12,4%
Produits du règne végétal	16 648,0	16 933,9	21 124,2	14 509,2	16 312,5	12,4%	-2,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	3 071,6	2 433,9	3 221,4	1 849,8	1 821,7	-1,5%	-40,7%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	12 844,4	18 109,4	18 435,8	17 388,6	17 787,3	2,3%	38,5%
Produits minéraux	62 055,0	60 091,3	65 807,1	55 926,4	70 484,1	26,0%	13,6%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	35 554,2	28 119,7	25 392,3	30 433,5	39 292,1	29,1%	10,5%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	9 031,4	7 862,2	11 349,0	9 802,0	10 965,5	11,9%	21,4%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	290,0	223,8	218,0	195,7	149,2	-23,8%	-48,6%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	971,5	851,5	933,0	1 042,4	1 079,7	3,6%	11,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	4 667,2	7 614,5	5 920,7	4 331,0	6 202,7	43,2%	32,9%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	6 595,4	7 412,7	7 576,6	6 819,3	6 075,2	-10,9%	-7,9%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	770,1	808,0	1 050,9	783,3	1 218,3	55,5%	58,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	1 693,3	1 798,1	2 168,1	1 961,6	1 949,0	-0,6%	15,1%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	14,3	9,3	11,5	14,5	30,3	109,1%	111,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	19 192,7	16 802,2	17 141,8	19 603,7	21 885,1	11,6%	14,0%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	37 921,0	34 387,2	65 160,1	36 849,2	32 261,2	-12,5%	-14,9%
Matériel de transport	21 733,9	29 687,4	30 251,2	22 087,0	22 431,9	1,6%	3,2%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	2 639,2	1 604,6	2 086,4	2 789,7	2 770,7	-0,7%	5,0%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	93,4	84,2	138,2	154,1	640,2	315,5%	585,7%

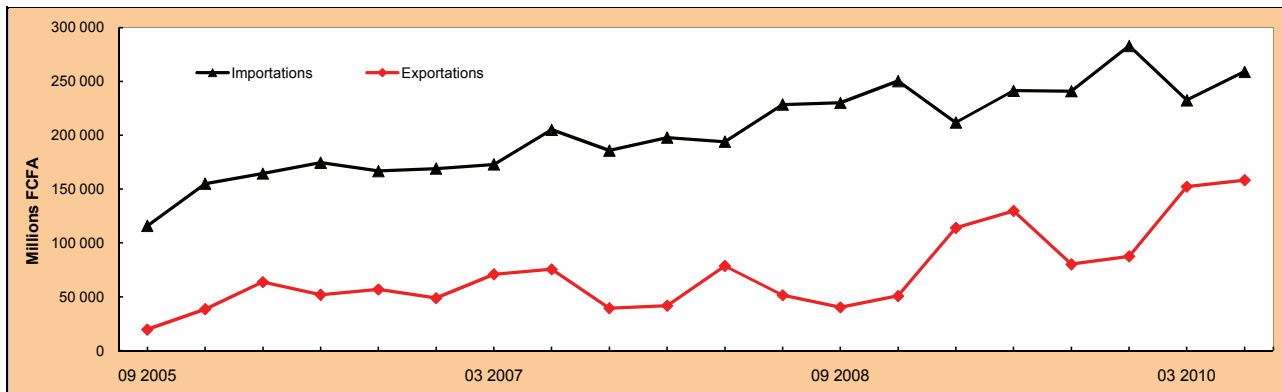
Après le léger repli en début d'année 2010 de -17,9% en glissement trimestriel, les importations du deuxième trimestre 2010 enregistrent une hausse de 11,4% par rapport au premier trimestre 2010, la valeur totale des importations passant ainsi de 232,4 à 258,9 milliards de FCFA, soit une hausse de 26,5 milliards de francs CFA.

Cette hausse sensible est principalement imputable à la hausse des importations des hydrocarbures de 14,6 milliards de francs CFA, soit 26,0% en glissement trimestriel.

En glissement annuel, la hausse enregistrée au premier trimestre de l'année 2010 s'est poursuivie au deuxième trimestre avec une variation de +7,3%. Les importations des hydrocarbures enregistrent la principale progression significative avec un accroissement de 8,4 milliards de FCFA (soit +13,6% en glissement annuel) suivi de loin par les industries alimentaires, boissons et tabacs pour 4,9 milliards de FCFA avec un glissement annuel de +38,5%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2009	2010	2010	trimestriel	annuel
TOTAL	129 800,8	80 241,7	87 492,6	152 237,7	158 210,8	3,9%	21,9%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	2 427,6	2 122,6	2 249,0	1 121,6	1 311,0	16,9%	-46,0%
Produits du règne végétal	10 112,1	3 435,3	7 835,8	21 983,8	11 373,8	-48,3%	12,5%
dont arachides	7 529,1	1 549,0	6 779,0	17 880,9	4 609,4	-74,2%	-38,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	392,2	161,3	250,1	812,2	453,5	-44,2%	15,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 723,2	1 942,8	2 125,9	2 401,1	2 893,3	20,5%	67,9%
Produits minéraux	1 756,0	1 155,6	1 410,8	825,0	907,8	10,0%	-48,3%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	683,3	422,7	256,0	212,0	1 679,4	692,3%	145,8%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	85,9	1 582,7	1 116,3	83,4	87,9	5,4%	2,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	252,3	83,4	670,4	24,7	808,0	3177,7%	220,3%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	8,5	10,3	20,1	13,0	5,7	-55,9%	-32,3%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	31,6	25,7	10,1	11,6	22,7	95,8%	-28,0%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	48 537,0	16 755,4	10 134,9	51 937,6	38 434,0	-26,0%	-20,8%
dont coton fibre	46 784,5	15 757,8	9 231,7	51 040,8	37 283,0	-27,0%	-20,3%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1,8	5,6	1,3	0,5	0,5	2,2%	-70,1%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	56,6	54,4	66,7	66,1	96,6	46,2%	70,5%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	48 798,6	47 895,3	53 752,5	68 849,0	96 789,5	40,6%	98,3%
dont or	48 798,6	47 895,3	53 752,5	68 846,9	96 789,4	40,6%	98,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	1 910,0	1 494,5	1 499,0	895,0	606,0	-32,3%	-68,3%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	4 849,8	1 240,2	4 276,9	2 093,9	936,7	-55,3%	-80,7%
Matériel de transport	7 543,1	895,1	1 298,2	474,6	1 276,8	169,0%	-83,1%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	253,9	98,2	58,3	84,8	179,6	111,8%	-29,3%
Marchandises et produits divers	249,5	580,0	175,6	215,4	306,2	42,1%	22,7%



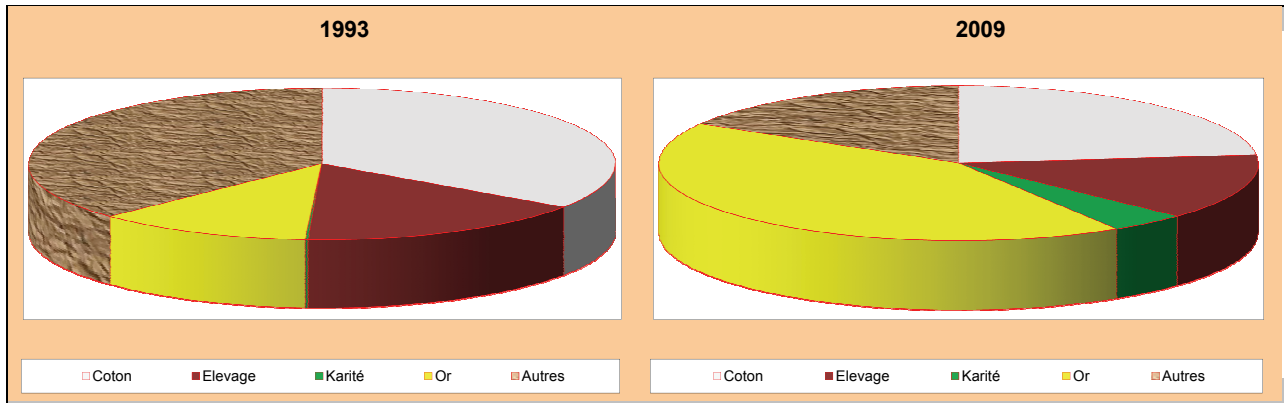
La valeur des exportations au deuxième trimestre 2010 a connu une hausse de +3,9% comparativement à celle du premier trimestre 2010. Cette hausse est principalement attribuable à celle des exportations de l'or (+27,9 milliards de FCFA soit un glissement trimestriel de +40,6%) malgré une baisse significative des exportations coton fibre de 27,0%.

En effet, les effets conjugués de la hausse du cours de l'or et du dollar avec le regain d'intérêt pour l'exploitation industrielle de l'or depuis quelques années ont favorisé la poursuite de la hausse des exportations d'or qui passent de 68,9 milliards FCFA au premier trimestre à 96,8 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2010.

En glissement annuel, un doublement des exportations d'or a été observé (+98,3%) et confirme la place de plus en plus importante qu'occupe ce métal précieux dans les entrées de devises au Burkina Faso.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1993	2006	2007	2008	2009
Part du coton dans total	34,7%	65,2%	55,7%	33,1%	23,3%
Part des produits de l'élevage dans total	16,1%	14,2%	15,2%	16,3%	13,7%
Part du karité dans total	0,2%	3,9%	4,5%	5,4%	4,2%
Part de l'or dans total	11,9%	3,2%	5,4%	22,6%	42,2%
Part des autres produits dans total	37,2%	13,5%	19,1%	22,5%	16,6%

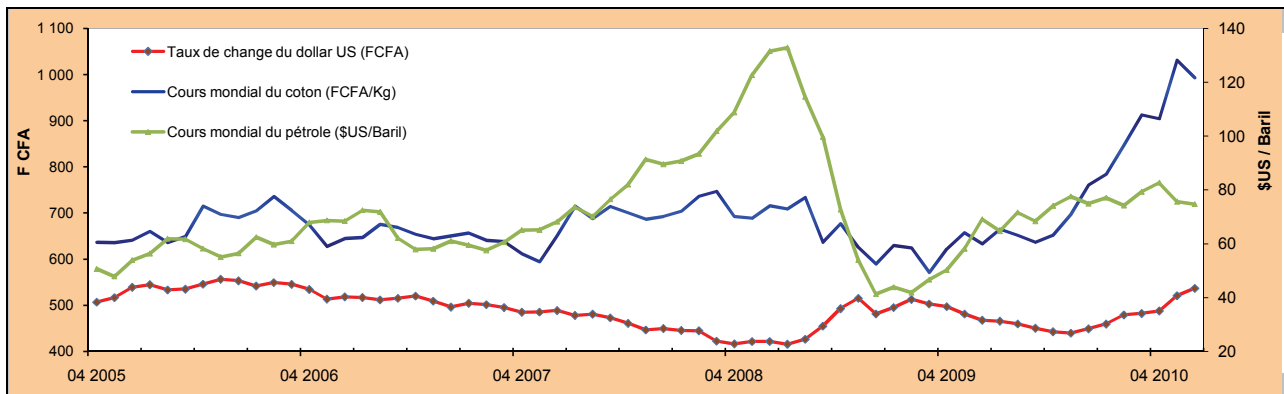


En 1993, le coton, les produits de l'élevage et l'or étaient les principaux produits exportés avec 62,6% des exportations, dont 34,7% pour le coton. Plus d'un quinquennat après, si la part des produits de l'élevage n'a pas considérablement changé et oscille autour de 13,7%, les données des autres composantes des exportations ont fortement fluctuées et le coton ne représente plus que 23,3%. L'or qui représentait 11,9% en 1993, a considérablement gagné du poids dans les exportations avec la reprise de la production industrielle qui a permis une hausse de sa proportion dans l'exportation totale qui se situe en 2009 à 42,2%. Cette hausse devrait se poursuivre dans les années à venir.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL COTON : Moyenne trimestrielle	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2009	2010	2010	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	482,2	458,7	444,0	473,9	515,3	8,7%	6,9%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	59,2	68,2	75,5	76,9	77,7	1,1%	31,2%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 324,3	1 420,0	1 583,0	1 788,3	1 894,3	5,9%	43,0%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	32,5	33,8	38,9	39,1	42,1	7,6%	29,3%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	28,5	31,3	33,5	36,4	40,0	9,7%	40,5%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	638,1	651,3	703,0	848,1	976,4	15,1%	53,0%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	15,7	15,5	17,3	18,5	21,7	17,1%	38,4%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,023	0,021	0,021	0,023	0,024	5,1%	7,9%



. Taux de change du dollar :

Le dollar conserve son appréciation par rapport à l'euro amorcée depuis décembre 2009. Après une appréciation de 6,7% (en variation trimestrielle) au premier trimestre de 2010, il a progressé de 9,8% au second trimestre pour se situer à 515,3 FCFA contre 473,9 FCFA au premier trimestre. En glissement annuel, il enregistre une appréciation de 14,7% contre une dépréciation de 5,9% en mars 2010. Cette remontée du dollar par rapport à l'euro est imputable en partie à la dégradation du climat de confiance induisant ainsi une perte de valeur des actifs publics causée par la crise d'endettement née en Grèce et dont les risques de propagation dans les autres économies de la Zone Euro sont plausibles.

. Prix des produits exportés :

Le cours du coton a enregistré une rupture de série en fin du second trimestre 2010 après une hausse régulière imprimée depuis octobre 2009 à la faveur des signes probants de reprise de l'activité mondiale. Le cours mondial du coton a enregistré une baisse de 6,8% en juin 2010 (variation mensuelle). En glissement trimestriel, il a enregistré une baisse de 4,7% au second trimestre 2010 contre une hausse de 13,0% au premier trimestre. Toutefois, le prix moyen de la tonne de coton au second trimestre reste nettement supérieur, passant ainsi de 1788,3 \$US à 1927,3 \$US. En glissement annuel, la valeur du coton a progressé de 36,8%. En FCFA, le cours du coton a enregistré une hausse de 10,0% et 60,0% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. Le kilogramme de coton est passé de 848,1 FCFA au premier trimestre à 976,4 FCFA au second trimestre 2010.

Après une baisse aux deux premiers mois de 2010, le cours mondial de l'once d'or a renoué avec sa tendance haussière au second trimestre de 2010. En glissement trimestriel, il a augmenté de 7,2% au second trimestre contre une baisse de 0,5% au premier trimestre 2010. Le gramme d'or est passé de 39,1\$US au premier trimestre 2010 à 42,1 \$US au second trimestre. En glissement annuel le cours de l'or reste en hausse de 29,6%. En FCFA, il a enregistré une hausse de 20,0% en glissement trimestriel, passant ainsi de 18500 FCFA en moyenne au premier trimestre 2010 à 21700 FCFA au second trimestre. Ce maintien du cours de l'or à un niveau élevé serait favorisé par la dégradation du climat de confiance en Zone Euro (crise en Grèce) et au conflit de leadership monétaire entre les deux grandes devises (euro et dollar).

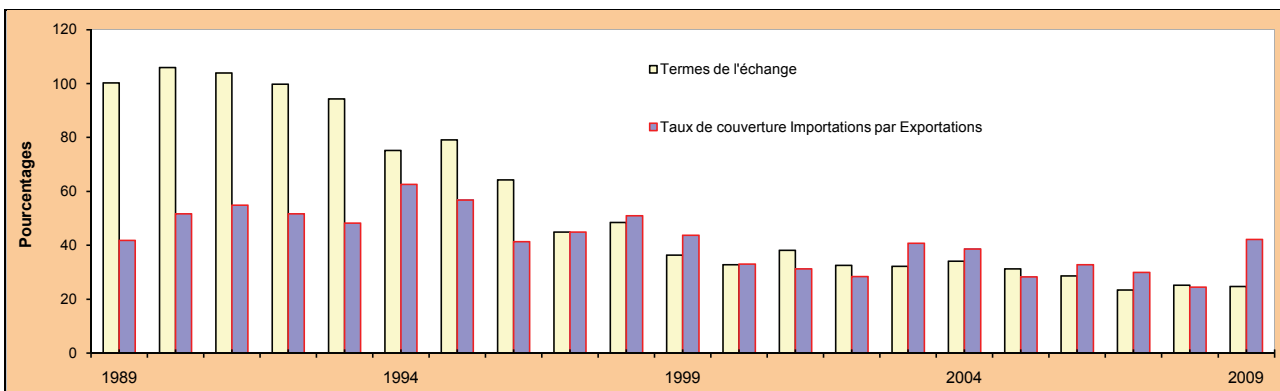
. Prix des produits importés :

Après une remontée en mars et en avril 2010, le cours mondial brut de pétrole a amorcé une baisse depuis mai 2010. En glissement trimestriel, il a enregistré une baisse de 11,2%, passant ainsi de 79,3 \$US le baril en moyenne en mars 2010, à 74,7 \$US en juin. En glissement annuel, il a tout de même progressé de 8,0%. En FCFA, le cours du pétrole a varié de -0,6% et de +24,0% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. La contraction de la demande mondiale et la hausse de la production par le non respect des consignes de quotas par certains pays de l'OPEP justifieraient cette baisse du cours.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS

TERMES DE L'ECHANGE	12 2005	12 2006	12 2007	12 2008	12 2009	Var. 2009	
						Var./2008	Var./2007
Indice prix à l'importation	252,1	259,7	267,5	275,5	283,8	3,0%	6,1%
Indice prix à l'exportation	78,9	74,5	62,6	69,4	70,0	0,9%	11,9%
Termes de l'échange	31,3%	28,7%	23,4%	25,2%	24,7%	-2,0%	5,4%
Taux de couverture Importations par Exportations	28,3	32,8	29,9	24,5	42,1	72,0%	41,0%

**TERMES DE L'ECHANGE ET COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS**

Par rapport au taux de couverture, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un niveau atteint de 42,1% en fin 2009.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

BCEAO :	<i>Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest</i>
DEP :	<i>Direction des Etudes et de la Planification</i>
DGD :	<i>Direction Générale des Douanes</i>
DGEP :	<i>Direction Générale de l'Economie et de la Planification</i>
DGPER :	<i>Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale</i>
DGPSE :	<i>Direction Générale de la Prévision et des Statistiques de l'Elevage</i>
DPCAS :	<i>Direction de la Prévision des Crises Alimentaires et Sanitaires du Bétail</i>
DSAN :	<i>Direction des Statistiques Animales</i>
ENEC :	<i>Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel</i>
Est. :	<i>Estimation</i>
FEC :	<i>Facilité Elargie de Crédit</i>
IADM :	<i>Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale</i>
IHPC :	<i>Indice Harmonisé des Prix à la Consommation</i>
INSD :	<i>Institut National de la Statistique et de la Démographie</i>
MAHRH	<i>Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques</i>
MEF :	<i>Ministère de l'Economie et des Finances</i>
MRA :	<i>Ministère des Ressources Animales</i>
PPTTE :	<i>Pays Pauvres Très Endettés</i>
Prov. :	<i>Données provisoires</i>
SIM :	<i>Système d'Information sur les Marchés</i>
SONAGESS :	<i>SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire</i>
SP-PPF :	<i>Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers</i>
TOFE :	<i>Tableau des Opérations Financières de l'Etat</i>
UEMOA :	<i>Union Economique et Monétaire Ouest Africaine</i>

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun)
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kourritenga, région du Centre – Est)

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévision et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
MILLOGO, Antoine	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
OUEDRAOGO, Dansané	Indice de la production industrielle	INSD
MILLOGO, Antoine	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
LENGANE, Toubriant MILLOGO, François SIE, Chiep	Finances publiques	DEP/MEF SP-PPF SP-PPF
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
SEBEGO, Mamoudou	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DPAM / DGEP

Avec l'appui technique

gtz

**PROJET CONSEILLER TECHNIQUE AUPRES DU MINISTRE
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**



Bundesministerium für
wirtschaftliche Zusammenarbeit
und Entwicklung